



Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

Article de fond

RÉSUMÉ DE LA PUBLICATION

Titre du rapport:	Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur
Type de rapport:	Rapport d'évaluation de comité d'experts
Auteur du rapport:	Le comité d'experts sur l'innovation dans les entreprises
Organisation:	Conseil des académies canadiennes
Commanditaire:	Industrie Canada
Date de publication:	le 29 avril 2009
Méthode(s) de publication:	Publication et diffusion électronique suivi par la distribution de matière imprimée.
Porte-paroles:	Membres du comité: Robert Brown (président) et Marcel Côté, (member) Personnel du CAC: Peter Nicholson, président
Personne-ressource au CAC:	Samantha Rae, Gestionnaire des communications, Conseil des académies canadiennes – 613-567-5000 poste 256 samantha.rae@scienceadvice.ca

RÉSUMÉ DE LA TÂCHE DEMANDÉE AU COMITÉ D'EXPERTS

Cette évaluation a été entreprise en réponse à une demande du ministère de l'Industrie du gouvernement fédéral. Industrie Canada a demandé au Conseil des académies canadiennes de réunir un comité d'experts chargé d'évaluer les performances en innovation des entreprises canadiennes et les facteurs influençant l'innovation dans les entreprises. Les questions spécifiques posées au comité étaient les suivantes :

- Comment évaluer les performances en innovation des entreprises canadiennes?
- Dans quelle mesure les entreprises canadiennes innove-t-elles et que sait-on sur leurs performances en innovation à l'échelle nationale, régionale et par secteur?
- Pourquoi la demande des entreprises en matière de sources d'innovation (recherche et développement, machinerie et matériel, travailleurs qualifiés, etc.) est-elle plus faible au Canada que dans de nombreux autres pays de l'OCDE?
- Quels sont les facteurs qui contribuent à cette situation et quelle est l'importance relative de ces différents facteurs?

CONTEXTE – INNOVATION ET STRATÉGIES D'ENTREPRISE

La faible croissance de la productivité au Canada au cours des 25 dernières années est principalement due au faible degré d'innovation dans les entreprises. Les performances des entreprises canadiennes en innovation sont, dans l'ensemble, nettement inférieures à celles des entreprises américaines et sont, de fait, plus faibles que celles de bon nombre de pays de l'OCDE comparables au Canada.

Comme ce sont les stratégies d'entreprise qui suscitent des comportements innovants, expliquer les performances en innovation du Canada revient à expliquer les choix stratégiques des entreprises canadiennes. On a un nombre trop faible d'entreprises et d'entrepreneurs canadiens qui choisissent des stratégies d'entreprise mettant l'accent sur l'innovation.

Si l'on veut discuter de ce qu'il faut faire pour améliorer la productivité du Canada, il faut donc se concentrer, dans la discussion, sur les facteurs qui favorisent et les facteurs qui freinent l'adoption de stratégies d'entreprise fondées sur l'innovation. C'est cet accent mis sur les facteurs déterminants dans les stratégies d'entreprise, plutôt que sur les activités d'innovation elles-mêmes, qui représente la contribution la plus importante de l'étude du comité d'experts, présentée dans son rapport intitulé *Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur*.

Les racines du manque d'innovation dans les stratégies d'entreprise au Canada sont ancrées en profondeur dans l'économie du pays. Les entreprises canadiennes ont souvent choisi des positions en amont ou été reléguées dans de telles positions, c'est-à-dire dans des rôles de fournisseurs de matières premières ou d'autres biens de nature intermédiaire dans un grand nombre de chaînes de valeur en Amérique du Nord, alors que l'innovation dans les produits se déroule, pour l'essentiel, dans d'autres contextes. De plus, le marché intérieur du Canada est relativement petit et fragmenté sur le plan géographique. Les marchés de petite taille offrent un potentiel de gratification moindre pour ceux qui prennent le risque d'innover et ces marchés ont tendance à attirer un plus petit nombre de concurrents, de sorte qu'il y a moins de facteurs incitant les entreprises à innover pour survivre. Mais la réussite de pays comme la Finlande et la Suède sur le plan de l'innovation démontre que le désavantage que constitue un marché intérieur de petite taille peut être compensé en mettant un accent fort sur les activités d'exportation exigeant un haut niveau d'innovation.

Les entreprises canadiennes, dans leur ensemble, n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à saisir avec agressivité les possibilités offertes par la mondialisation. Le fait que le Canada n'est pas parvenu à créer un grand nombre de multinationales innovantes basées au Canada a joué un rôle clé dans la faiblesse globale du pays en R&D. La faiblesse relative de la R&D dans les entreprises et le niveau décevant d'exploitation commerciale de la recherche universitaire semblent être deux symptômes d'un même problème sous-jacent, à savoir le manque d'efforts des entreprises canadiennes pour axer leurs activités sur l'exploitation commerciale des possibilités offertes à la fine pointe des sciences et de la technologie. Il faut, au Canada, plus de facteurs « tirant » les innovations de la recherche vers le marché pour compléter les facteurs « poussant » les produits de la recherche vers leur exploitation commerciale.

Les investissements des entreprises canadiennes à la fine pointe de la technologie (représentant l'acquisition indirecte de produits innovants) sont également à la traîne. Le domaine où ce manque d'investissements est le plus important et le plus énigmatique est celui des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le taux moyen d'investissement par travailleur au Canada était de 40 % inférieur au taux moyen aux États-Unis en 2007. Les investissements dans les TIC sont un des principaux moteurs de croissance de la productivité, en particulier dans bon nombre d'industries produisant des services, qui sont la principale source de croissance de l'emploi dans les économies avancées. La situation de l'investissement dans les TIC au Canada est conforme à l'idée que les entreprises canadiennes, dans l'ensemble (même s'il y a toujours des exceptions notables), ne sont pas

des chefs de file en technologie et ont tendance à suivre plutôt qu'à mener.

Le passé particulier du Canada, sa spécialisation dans les ressources naturelles et la proximité du colosse américain ont eu une forte influence sur la trajectoire du développement économique du pays et sur les valeurs et les attitudes de ses gens d'affaires. Un trop grand nombre d'entreprises canadiennes ayant réussi auraient tendance à se comporter comme des « fiducies de revenu » plutôt que comme des « investisseurs en capital de risque ».

Les nombreuses réussites d'entreprises canadiennes sur le marché mondial hypercompétitif d'aujourd'hui démontrent qu'il n'y a rien d'« inné » ou d'inévitable dans le caractère du pays qui empêche les entreprises canadiennes d'être tout aussi innovantes et productives que celles des autres nations. Chaque fois qu'on passe à une nouvelle génération, les gens d'affaires au Canada — qu'ils soient nés au Canada ou à l'étranger — adoptent un état d'esprit d'envergure plus mondial et s'éloignent davantage, sur le plan psychologique, des conceptions plus limitatives ayant pu façonner le pays par le passé. Ainsi, il y a de bonnes raisons de penser que les entreprises canadiennes, que ce soit par nécessité ou par envie, vont devenir plus ambitieuses.

En attendant, il est nécessaire d'adopter des politiques publiques qui prennent les devants en la matière :

- encourager les investissements dans la machinerie et le matériel en général et dans les TIC en particulier;
- renforcer les raisons poussant les entreprises à adopter des stratégies axées sur l'innovation en les exposant davantage à la concurrence et en encourageant les entreprises canadiennes à axer davantage leurs activités sur l'exportation;
- améliorer le climat pour les nouvelles entreprises, de façon à ce que l'excellence de la recherche universitaire au Canada se traduise plus facilement par la création d'entreprises canadiennes axées sur la croissance;
- apporter un soutien aux domaines dans lesquels le Canada est particulièrement fort et a de fortes possibilités. Le Canada est un petit pays qui ne peut pas s'attendre à pouvoir faire jeu égal avec les autres pays dans tous les secteurs; il faut au contraire qu'il se concentre sur un nombre limité de secteurs, dans lesquels il peut faire partie des chefs de file mondiaux.

LE COMITÉ D'EXPERTS SUR L'INNOVATION DANS L'ENTREPRISE

Le comité d'experts se composait de 18 membres issus du secteur privé et du monde de la recherche universitaire au Canada. Ils ont rempli leur mandat à titre bénévole, sans rémunération ni honoraires. Le comité s'est réuni pour la première fois en novembre 2007 et a bénéficié de l'appui du personnel du Conseil des académies canadiennes.

Les membres du comité d'experts étaient les suivants :

Robert Brown, président, CAE Inc. – président du conseil et p.-d.g. (Montréal, Qc)

Savvas Chamberlain, MACG, DALSA Corporation – président et fondateur (Waterloo, Ont.)

Marcel Côté, SECOR Inc. - associé fondateur (Montréal, Qc)

Natalie Dakers, Université de la Colombie-Britannique – p.-d.g. du Centre pour la recherche et le développement des médicaments (Vancouver, C.-B.)

Meric Gertler, MSRC, Université de Toronto – doyen par intérim de l'enseignement et de la recherche de cycle supérieur à la faculté des arts et des sciences; professeur au Department of Geography and Program in Planning; codirecteur du programme sur la mondialisation et les systèmes d'innovation régionale (Toronto, Ont.)

Bronwyn Hall, Université de Maastricht – professeur d'économie de la technologie et de l'innovation (Maastricht, Pays-Bas); Université de Californie à Berkeley – professeur de l'école d'études supérieures (Berkeley, CA)

André Marcheterre, Merck-Frosst Canada – administrateur de la société et ancien président du conseil et p.-d.g. (Lorraine, Qc)

Arthur May, Université Memorial – président émérite; Fonds d'innovation de l'Atlantique – président du comité consultatif (St. John's, T.-N.-L.)

Brian McFadden, Prestige Telecom Inc. – président du conseil et p.-d.g. (Baie d'Urfé, Qc)

Walter Mlynaryk, Kruger Inc. – vice-président exécutif (Montréal, Qc)

David Pecaut, Boston Consulting Group – associé principal et directeur général (Toronto, Ont.)

Jim Roche, CMC Microsystems – administrateur de la société et ancien président du conseil et p.-d.g. (Ottawa, Ont.)

Charles Ruigrok, Syncrude Canada Ltd. – ancien p.-d.g. (Calgary, Alb.)

Andrew Sharpe, Centre d'étude des niveaux de vie – directeur administratif (Ottawa, Ont.)

Jim Stanford, Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile – économiste (Toronto, Ont.)

Guthrie Stewart, Edgestone Capital Partners – ancien associé, fonds d'actions (Montréal, Qc)

Alexandre Taillefer, Stingray Digital Group Inc – cofondateur (Montréal, Qc)

John Thompson, Groupe financier TD Bank – président du conseil (Toronto, Ont.)

EXAMEN DU RAPPORT

Ce rapport a été examiné, à l'état d'ébauche, par les individus mentionnés ci-dessous, qui ont été choisis par le Conseil des académies canadiennes en raison de la diversité de leurs points de vue, de leurs domaines de spécialisation et de leurs origines dans les secteurs de la recherche, de l'industrie, des politiques publiques et des organisations non gouvernementales. Nous ne leur avons pas demandé d'approuver les conclusions du rapport et elles n'ont pas vu la version définitive du rapport avant sa publication.

Doug Barber, O.O.C. (MACG), Université McMaster – professeur en résidence distingué (Hamilton, Ont.)

Marcel Boyer, Université de Montréal – professeur de Bell Canada en économie industrielle, CIRANO (Montréal, Qc)

David Dolphin, O.O.C. (MSRC), Université de la Colombie-Britannique – professeur émérite, département de chimie (Vancouver, C.-B.)

Fred Gault, Centre de recherches pour le développement international – membre invité (Ottawa, Ont.)

Elhanan Helpman, Université Harvard – directeur des études supérieures, département d'économie (Cambridge, MA)

Warren Jestin, Banque Scotia – premier vice-président et économiste en chef (Toronto, Ont.)

John Mann, (MACG), AUTO 21 - président du conseil d'administration (Amherstburg, Ont.)

Roger Martin, Université de Toronto – doyen, École de gestion Joseph L. Rotman (Toronto, Ont.)

Donald McFetridge, Université Carleton – professeur, département d'économie (Ottawa, Ont.)

Pierre Mohnen, Université de Maastricht – département d'économie quantitative (Maastricht, Pays-Bas)

Rein Peterson, Université Ryerson – professeur émérite, Entrepreneuriat et entreprises familiales, École de gestion Ted Rogers (Toronto, Ont.)

Richard Rémillard, Canada's Venture Capital & Private Equity Association (Ottawa, Ont.)

Gilles Rhéaume, Conference Board of Canada – vice-président aux politiques publiques (Ottawa, Ont.)

Andrei Sulzenko, consultant en politiques publiques (Ottawa, Ont.)

Val Traversy, Secteur de l'industrie, Bureau de la concurrence, Industrie Canada - directeur général (retraité) (Clam Bay, N.-É.)

La procédure d'examen du rapport a été contrôlée, au nom du conseil des gouverneurs et du comité consultatif scientifique (CCS) du CAC, par **Tom Brzustowski**. M. Brzustowski est professeur du Groupe financier Banque Royale en commercialisation de l'innovation à l'école de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa. Son rôle était de s'assurer que le comité d'experts prenne en compte de façon entière et équitable les soumissions des personnes ayant examiné le rapport.

LE CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Madat : Le mandat du Conseil des académies canadiennes est de fournir des évaluations indépendantes et spécialisées de la science qui est pertinente aux questions d'intérêt public significatif. Ici « la science » est interprétée pour englober l'ensemble du savoir humain qui inclut les sciences naturelles, les sciences humaines, la santé, le génie et les lettres. Le Conseil facilite l'accès aux meilleures connaissances scientifiques disponibles, avec l'objectif d'informer le débat public et la prise de décisions au Canada.

Mission : La mission primaire du Conseil est de gérer la conduite d'évaluations indiquant les connaissances dont on dispose et les lacunes qui persistent dans les domaines scientifiques qui ont de la pertinence aux problèmes publics importants. Le Conseil accomplit ceci par la désignation et le soutien de panneaux experts indépendants, dont l'adhésion inclut des autorités du Canada et à l'étranger.

Valeur : Pour bien adresser des problèmes importants comme le changement climatique, les nanotechnologies, l'innovation, et les nouvelles maladies infectieuses, les Canadiens doivent avoir accès aux évaluations crédibles et indépendantes des connaissances scientifiques sous-jacentes. Le Conseil fournit une capacité pour entreprendre telles évaluations et ainsi aide à informer le Canada de problèmes émergents, des écarts dans la connaissance et des implications d'avances dans la science mondiale. Les procédures par lesquelles le Conseil nomme et gère des panneaux experts sont conçues pour garantir la qualité et l'indépendance des rapports de panneau. Tous les rapports du Conseil sont rendus publics à la fois en anglais et en français pour permettre les décideurs et le peuple canadien de profiter de cette source de connaissance experte.

Organisation : Le Conseil des académies canadiennes est un organisme indépendant à but non lucratif. Le conseil des gouverneurs de l'organisme inclut des nominés de ses trois académies membres — la SRC : Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada ; l'Académie canadienne du génie (ACG) ; et l'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS). Le conseil des gouverneurs et le personnel du Conseil sont avisés par un comité consultatif scientifique d'autorités éminentes dans les disciplines clés de connaissance. Le Conseil est indépendant du gouvernement, mais profite d'une subvention de lancement de 30 millions de dollars du gouvernement du Canada qui a pour but de financer le fonctionnement de base du Conseil jusqu'à 2015.